

Chambre des Représentants

13 AVRIL 1953

PROJET DE LOI modifiant le Code des taxes assimilées au timbre.

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LE GOUVERNEMENT.

Art. 5.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

L'article 27, dernier alinéa, modifié par l'article 8 de la loi du 14 août 1947, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Sans préjudice de l'application éventuelle de l'article 42, si le document dont la rédaction ou la délivrance est prévue par le présent article ou par les articles 9 et 10¹ n'a pas été dressé ou s'il n'indique pas, d'une façon exacte, le nom et l'adresse du vendeur et de l'acheteur, la nature et la quantité des choses livrées, le prix et ses accessoires, il est encouru une amende égale au cinquième du prix de la marchandise et, à défaut de prix, au cinquième de la valeur de celle-ci.

» Cette amende est due solidairement par le vendeur et par l'acheteur. Toutefois, le vendeur qui l'a payée à l'Etat peut en réclamer le remboursement à l'acheteur.

» L'amende n'est pas applicable lorsque les irrégularités peuvent être considérées comme purement accidentelles eu égard au nombre et à l'importance des opérations non constatées par des documents réguliers, comparés au nombre et à l'importance des opérations qui ont fait l'objet de documents réguliers. »

JUSTIFICATION.

La modification proposée tend à remplacer par une amende fiscale fixée au cinquième du prix ou de la valeur de la marchandise, la sanction qui avait été envisagée pour le cas où le document destiné à constater une opération taxable n'a pas été dressé ou n'a pas été établi d'une façon régulière.

Ce mode de calcul de l'amende se recommande si l'on considère, d'une part, que l'irrégularité n'entraînera, dans certains cas, l'exigibilité d'aucune taxe supplémentaire et qu'il n'est dès lors pas possible de fixer, comme de règle, l'amende à un multiple des taxes éludées; d'autre part, que le montant du préjudice causé au Trésor par les

Voir :

638 (1951-1952) : Projet de loi.

Kamer der Volksvertegenwoordigers

13 APRIL 1953

WETSONTWERP tot wijziging van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taxes.

AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE REGERING.

Art. 5.

De tekst van dit artikel te vervangen door wat volgt :

Artikel 27, laatste lid, gewijzigd bij artikel 8 der wet van 14 Augustus 1947, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Onverminderd de gebeurlijke toepassing van artikel 42, indien het bescheid waarvan het opstellen of het uitreiken voorgeschreven wordt bij het huidig artikel of bij artikelen 9 en 10¹ niet opgemaakt werd of indien het niet, op nauwkeurige wijze, de naam en het adres van de verkoper en de koper, de aard en de hoeveelheid der geleverde goederen, de prijs en zijn bijhorigheden opgeeft, wordt een boete opgelopen gelijk aan het vijfde van de prijs der koopwaar en, bij gebrek aan prijs, aan het vijfde van haar waarde.

» Deze boete is hoofdelijk door de verkoper en door de koper verschuldigd. Nochtans kan de verkoper die haar aan de Staat betaald heeft, er de terugbetaling van vorderen van de koper.

» De boete is niet toepasselijk wanneer de onregelmatigheden als zuiver toevallig kunnen beschouwd worden gelet op het aantal en het belang der niet door regelmatige bescheiden vastgestelde verrichtingen, vergeleken met het aantal en het belang der verrichtingen die het voorwerp van regelmatige bescheiden uitmaakt hebben. »

VERANTWOORDING.

De voorgestelde wijziging heeft ten doel door een fiscale boete bepaald op het vijfde van de prijs of van de waarde der koopwaar, de sanctie te vervangen die overwogen geweest was voor het geval dat het bescheid bestemd om een belastbare verrichting vast te stellen niet opgemaakt werd of niet op regelmatige wijze werd opgesteld.

Deze wijze van berekening der boete is aan te bevelen indien men overweegt, enerzijds, dat de onregelmatigheid, in zekere gevallen, niet de eisbaarheid van bijvoeglijke taxes met zich zal brengen en het bijgevolg niet mogelijk is om, zoals naar regel, de boete op een veelvoud der ontdoken taxes te bepalen; anderzijds, dat het nadeel aan

Zie :

638 (1951-1952) : Wetsontwerp.

fraudes ultérieures que cette irrégularité favorise n'est pas influencée par le taux de la taxe due pour l'opération non régulièrement constatée : que ce taux soit de 9 %, de 4,50 % ou de 4,50 ‰, le préjudice reste le même.

Un exemple fera mieux comprendre combien l'amende du cinquième du prix est plus rationnelle et constitue une sanction plus adéquate que l'amende égale à cinq fois le droit, qui avait été proposée par le projet initial. Qu'on suppose la vente, sans facture ou avec une facture rédigée au nom d'une personne fictive, d'une matière première passible, à la source, d'une taxe forfaitaire de 4.50 % et que l'acheteur va utiliser dans la fabrication d'un produit fini soumis à une taxe forfaitaire de 9 %. Le but poursuivi par l'acheteur est d'écouler une partie de sa production en éludant la taxe de 9 % (sans parler des impôts sur les revenus). Le vendeur qui assure l'impunité de cette fraude en masquant la personnalité de son acheteur doit être puni pour sa complicité, et le montant de l'amende ne peut être fonction du taux de la taxe applicable à la vente, puisque c'est avant tout la fraude ultérieure d'une taxe de 9 % que cette amende vise à réprimer. Or, l'application d'une pénalité égale à cinq fois la taxe dont est passible l'opération faite sans facture ou avec fausse facture, aurait conduit à percevoir $4.50 \% \times 5$ ou 22.50 % d'amende si la vente est consentie par le producteur de la matière première et 0.45 % ($4.50 \% \times 5$ ou 2.25 % si la vente est effectuée par un grossiste. On voit que le même fait délictueux aurait été sanctionné d'une amende dix fois plus forte lorsque la fourniture émane d'un producteur que lorsqu'elle est faite par un revendeur. Elle aurait même été vingt fois plus forte quand il s'agit d'une matière première soumise à une taxe forfaitaire de 9 %. Un tel système n'est pas équitable.

En vue d'éviter semblables différences de traitement, il a paru beaucoup plus logique de fixer l'amende à une quotité du prix. A cet égard, le chiffre de 20 % ou un cinquième du prix n'a rien d'exagéré, ainsi qu'on pourra en juger par les données suivantes. Avec des fils valant 500 francs et acquis sans facture ou avec une fausse facture, un acheteur fabrique des tissus qui valent 1.000 francs et dont la vente est passible d'une taxe de 10 %. La taxe que, par sa complicité, le vendeur de la matière première permet à l'acheteur d'éluider lors de la vente des tissus fabriqués par lui s'élève à 100 francs (1.000 à 10 %), soit à 20 % du prix de la matière première (500 francs). Si l'on tient compte que de nombreux produits finis sont soumis à une taxe de 9, de 10 ou de 12 % et que la transformation d'une matière première en un produit fini double au moins, en moyenne, la valeur de cette matière première, il apparaît qu'en fixant l'amende au cinquième du prix, le texte nouveau reste dans une limite fort raisonnable.

L'amende du cinquième est due solidairement par le vendeur et par l'acheteur. Mais comme, en général, le principal bénéficiaire et l'instigateur de la contravention est l'acheteur, le texte stipule que le vendeur qui a payé la dite amende à l'Etat peut agir contre l'acheteur pour la faire supporter par celui-ci.

Comme toutes les autres amendes fiscales, l'amende du cinquième du prix peut d'ailleurs être remise en tout ou en partie par le Ministre des Finances. Il se recommande évidemment de faire usage de ce pouvoir lorsque les particularités de l'affaire démontrent que les acheteurs n'ont pas pu éluder une taxe lors des ventes ou des autres opérations en vue desquelles ils ont effectué des achats sans facture.

Aux termes mêmes du texte sont, en outre, exonérées de l'amende du cinquième les irrégularités qui peuvent être considérées comme purement accidentelles. Il s'agit là d'une question de fait qui, éventuellement, devra être appréciée par les tribunaux. On a rencontré dans la pratique, des cas où, pour tout ou partie de la période contrôlée, l'importance des opérations non facturées ou constatées par des factures au nom de personnes fictives atteignait 10, 30, voire 50 % et davantage du montant des opérations taxables; dans les cas de ce genre, les irrégularités ne sont certes pas purement accidentelles. Du reste, il n'est pas nécessaire que le montant des opérations irrégulières atteigne de tels pourcentages pour que le caractère accidentel des contraventions doive être écarté. La répétition fréquente d'irrégularités peu graves ou la répétition plus espacée d'irrégularités importantes révèlent un procédé systématique excluant la bonne foi. En toute hypothèse d'ailleurs, il appartient aux contrevenants d'établir que, eu égard aux faits et circonstances, les irrégularités sont dues à l'erreur ou à l'ignorance.

On notera encore que, dans la comparaison du nombre et de l'importance des opérations non constatées par des documents réguliers, avec le nombre et l'importance des opérations qui ont fait l'objet de documents réguliers, il n'est pas requis que la période contrôlable soit envisagée dans son intégralité: l'examen peut être limité à une partie

de Schatkist berokkend door later bedrag dat door deze onregelmatigheid in de hand gewerkt wordt, niet beïnvloed wordt door het bedrag van de taxe verschuldigd voor de niet regelmatig vastgestelde verrichting: het bedrag weze 9 %, 4.50 % of 4.50 ‰, het nadeel blijft hetzelfde.

Een voorbeeld zal beter laten uitschijnen waarom de boete gelijk aan het vijfde van de prijs meer redelijk is en een sanctie uitmaakt die meer adequaat is dan de boete gelijk aan vijfmaal het recht, welke door het oorspronkelijk ontwerp voorgesteld werd. Onderstel een verkoop, zonder factuur of met een factuur opgesteld op naam van een fictieve persoon, van een grondstof onderhevig aan een forfaitaire taxe van 4.50 % bij de bron, welke door de koper zal gebruikt worden in de vervaardiging van een afgewerkt product, onderworpen aan een forfaitaire taxe van 9 %. Het door de koper beoogde doel is een deel van zijn productie te vervezenlijken met ontduiking van de taxe van 9 % (zonder te spreken van de belastingen op de inkomsten). De verkoper die de straffeloosheid van het bedrog verzekert door de identiteit van zijn koper te verduiken moet gestraft worden voor zijn medeplichtigheid, en het bedrag van de boete mag niet in verhouding staan tot het bedrag van de op de verkoop toepasselijke taxe, omdat deze boete vóór alles het later ontduiken van een taxe van 9 % wil bestraffen. Welnu, het toepassen van een boete gelijk aan vijfmaal de taxe, welke op de zonder of valse factuur gedane verrichting verschuldigd is, zou er toe geleid hebben een boete van $4.50 \% \times 5$ of 22.50 % te heffen indien de verkoop, toegestaan werd door de voortbrenger van de grondstof en een van 0.45 % (4.50 %) $\times 5$ of 2.25 % indien de verkoop gedaan werd door een groothandelaar. Men ziet dat hetzelfde strafbaar feit door een tienmaal meer zware boete gesanctionneerd zou geweest zijn wanneer de levering uitgaat van een voortbrenger dan wanneer zij door een voortverkoper zou gedaan zijn. Zij zou zelf twintigmaal zwaarder geweest zijn wanneer het een grondstof betrof onderworpen aan een forfaitaire taxe van 9 %. Een dergelijk stelsel is niet billijk.

Ten einde soortgelijke behandelingsverschillen te vermijden, werd het meer logisch geacht de boete vast te stellen op een deel van de prijs. Te dien opzichte, is het cijfer van 20 % of het vijfde van de prijs niet overdreven, zoals men aan de hand van volgende gegevens zal kunnen oordelen. Met draden van een waarde van 500 frank, verkregen zonder of met een valse factuur, vervaardigt een koper weefsels van 1.000 frank, waarvan de verkoop belastbaar is met een taxe van 10 %. De taxe die de verkoper van de grondstof door zijn medeplichtigheid aan de koper toelaat te ontduiken bij de verkoop van de door hem gefabriceerde weefsels bedraagt 100 frank (1.000 aan 10 %), hetzij 20 % van de prijs van de grondstof (500 frank). Indien men inziet dat talrijke afgewerkte producten aan een taxe van 9, 10 of 12 % onderworpen zijn en dat de omvorming van een grondstof tot een afgewerkt product minstens gemiddeld de waarde van deze grondstof verdubbelt, blijkt dat, door de boete op het vijfde van de prijs vast te stellen, de nieuwe tekst binnen een zeer behoorlijke grens blijft.

De boete van het vijfde is hoofdelijk door de verkoper en de koper verschuldigd. Maar daar, in 't algemeen, de koper de voornaamste bevoordeligde is en tot de overtreding aanzet, bedingt de tekst dat de verkoper die gezegde boete aan de Staat betaald heeft, tegen de koper mag handelen om ze door deze laatste te doen dragen.

Zoals alle andere fiscale boeten, mag de boete van het vijfde van de prijs geheel of gedeeltelijk kwijgescholden worden door de Minister van Financiën. Het zal klaarblijkelijk aanbevolen zijn van deze macht gebruik te maken wanneer de bijzonderheden van de zaak aantonen dat de kopers geen taxen hebben kunnen ontduiken ter gelegenheid van de verkopen of andere verrichtingen waarvoor ze, met het oog om deze te verwezenlijken, aankopen deden zonder factuur.

Volgens de termen zelf van de tekst zijn bovendien van de boete van het vijfde ontslagen, de onregelmatigheden die als zuiver toevallig kunnen beschouwd worden. Dit betreft een feitelijke kwestie, die geëublijk door de rechtbanken zal moeten beoordeeld worden. In de praktijk heeft men gevallen ontmoet waarin, voor gans of voor een gedeelte der gecontroleerde periode, het belang der verrichtingen die niet gefactureerd werden of die vastgesteld werden door facturen en naam van fictieve personen, 10, 30, zelfs 50 % en meer bereiken van het bedrag der aan taxte onderhevige verrichtingen; in dergelijke gevallen zijn de onregelmatigheden zeker niet zuiver toevallig. Overigens moet het bedrag der onregelmatige verrichtingen niet noodzakelijk dergelijke percentages bereiken opdat het toevallig karakter der overtredingen zou dienen uitgesloten te worden. De veelvuldige herhaling van weinig ernstige onregelmatigheden of de met grotere tussenpozen voorkomende herhaling van belangrijke onregelmatigheden wijzen op een systematische handelwijze die de goede trouw uitsluit. Ten andere behoort het in iedere onderstelling aan de overtreders te bewijzen dat, gezien de feiten en omstandigheden, de onregelmatigheden te wijten zijn aan vergissing of onwetendheid.

Men zal nog opmerken dat voor het vergelijken van het aantal en het belang der niet door regelmatige bescheiden vastgestelde verrichtingen, met het aantal en het belang der verrichtingen die het voorwerp van regelmatige bescheiden uitgemaakt hebben, het niet vereist is dat de controleerbare periode in haar geheel beschouwd wordt; het onder-

quelconque de cette période; en règle, il conviendra toutefois, pour que la comparaison soit concluante, que cette période ne soit pas inférieure à deux mois.

Dans le système nouveau, le paiement de la taxe appliquée sur le document irrégulier sera considéré comme valable. Mais si ce paiement est insuffisant ou s'il n'a pas été effectué, l'amende prévue par l'article 42 du Code des taxes assimilées au timbre pour défaut de paiement de la taxe est exigible et se cumule éventuellement avec l'amende du cinquième dont il est question ci-dessus. A cet égard, l'amendement améliore le projet en ce sens qu'il réprime plus sévèrement la vente sans facture que la vente avec fausse facture.

Du fait de cette modification, il devient sans intérêt de porter de deux à cinq fois les droits éludés; l'amende établie par l'article 42 précité et l'article 8 du projet peut être supprimée.

Art. 8.

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION.

Suppression proposée en corrélation avec la modification apportée à l'article 5.

Art. 9.

1. — Au littéra A, 3^e, quatrième ligne, remplacer les mots :

« article 206 ».

par les mots :

« article 206¹ ».

2. — Modifier l'avant-dernier alinéa comme suit :

« Un procès-verbal de la saisie, contenant l'inventaire des registres et livres commerciaux saisis, est dressé sur-le-champ. Il est soumis à la signature de l'intéressé. Le cas échéant, le refus de signature est mentionné au procès-verbal. Une copie du procès-verbal est remise à l'intéressé après avoir été certifiée conforme par le verbalisant. Les registres et livres commerciaux doivent être restitués à l'intéressé dans les dix jours de la saisie ou transmis, dans le même délai, au procureur du Roi en vue de l'exercice de l'action publique. »

JUSTIFICATION.

1. En vertu de l'article 24 du projet, l'article 206 du Code devient l'article 206¹.

2. L'article 9 du projet a notamment pour but d'autoriser la saisie de registres et de livres commerciaux lorsque les timbres ou les empreintes tenant lieu de timbres dont ces livres et registres sont revêtus, paraissent soit contrefaits ou falsifiés, soit remployés.

Les registres et livres saisis peuvent être retenus par l'administration pendant un court délai afin de permettre la vérification des timbres ou des empreintes qui en tiennent lieu.

Il convient cependant d'éviter toute discussion ultérieure au sujet du nombre et de la nature des registres ou livres saisis et d'en assurer la restitution intégrale à l'intéressé. Tel est l'objet de l'amendement qui précède.

Art. 12.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

L'article 57, modifié par l'article 9 de l'arrêté royal n° 63 du 28 novembre 1939, est complété par les dispositions suivantes :

« Sans préjudice de l'application éventuelle des articles 42 et 73, alinéa premier, si la facture dont la délivrance est prévue par le présent article n'a pas été dressée ou si elle n'indique pas, d'une façon exacte, le nom et l'adresse du

zook kan tot om het even welk gedeelte dezer periode beperkt worden: in de regel, zal het nochtans passen, opdat de vergelijking doorslaand weze, deze periode tot niet minder dan twee maanden te beperken.

In het nieuw systeem zal de betaling der taxe, toegepast op het onregelmatig bescheid, als geldig beschouwd worden. Maar indien deze betaling ontoereikend is of niet gedaan werd, is de boete bepaald bij artikel 42 van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taxes voor gebrek aan betaling der taxe eisbaar, eventueel samen met de boete van het vijfde waarvan sprake hierboven. Te dien opzichte verbetert het amendement het ontwerp in die zin dat het de verkoop zonder factuur strenger bestraft dan de verkoop met een valse factuur.

Als gevolg van deze wijziging wordt het zonder belang de boete bepaald bij voormeld artikel 42 van tweemaal tot vijfmaal de ontdoken rechten op te voeren, en artikel 8 van het ontwerp mag weggelaten worden.

Art. 8.

Dit artikel weg te laten.

VERANTWOORDING.

Weglatting voorgesteld in verband met de aan artikel 5 gebrachte wijziging.

Art. 9.

1. — In letter A, 3^e, vierde regel, de woorden :

« artikel 206 ».

te vervangen door de woorden :

« artikel 206¹ ».

2. — Het voorlaatste lid als volgt te wijzigen :

« Een proces-verbaal van de inbeslagneming, bevattende de inventaris der in beslag genomen registers en handelsboeken, wordt onmiddellijk opgemaakt. Het wordt aan de belanghebbende ter ondertekening voorgelegd. In voorkomend geval, wordt de weigering te tekenen in het proces-verbaal vermeld. Een afschrift van het proces-verbaal wordt aan de belanghebbende overhandigd nadat het eensluidend verklaard werd door de verbalisant. De registers en handelsboeken moeten aan de belanghebbende teruggegeven worden binnen tien dagen na de inbeslagneming of, binnen dezelfde termijn, aan de procureur des Konings overgemaakt worden met het oog op de uitoefening van de strafverordering. »

VERANTWOORDING.

1. Krachtens artikel 24 van het ontwerp, wordt artikel 206 van het Wetboek artikel 206¹.

2. Artikel 9 van het ontwerp heeft namelijk tot doel de inbeslagneming van registers en handelsboeken toe te laten wanneer de er op voorkomende zegels of afdrukken die de zegels vervangen, hetzij nageemaakt of vervalst, hetzij herbruikt schijnen.

De inbeslaggenomen registers en boeken mogen door het bestuur gedurende een korte tijd behouden worden ten einde het onderzoek der zegels of der afdrukken die de zegels vervangen mogelijk te maken.

Het past evenwel iedere latere betwisting omtrent het aantal en de aard der inbeslaggenomen registers en boeken te vermijden en de volledige teruggave ervan aan de belanghebbende te verzekeren. Dit is het voorwerp van het vorenstaand amendement.

Art. 12.

De tekst van dit artikel te vervangen door wat volgt :

Artikel 57, gewijzigd bij artikel 9 van het koninklijk besluit n° 63 van 28 November 1939, wordt door de volgende bepalingen aangevuld :

« Onverminderd de gebeurlijke toepassing van artikelen 42 en 73, eerste lid, indien de factuur waarvan het uitreiken bij het huidige artikel voorgeschreven wordt, niet opgemaakt werd of indien zij niet, op nauwkeurige wijze,

vendeur, de l'acheteur ou du commissionnaire, la nature et la quantité des choses livrées, le prix et ses accessoires, il est encouru une amende égale au cinquième du prix de la marchandise et, à défaut de prix, au cinquième de la valeur de celle-ci.

» Cette amende est due solidairement par la personne qui doit délivrer la facture et par celle qui doit la recevoir. Toutefois, lorsque la première de ces personnes a payé la dite amende à l'Etat, elle peut en réclamer le remboursement à la seconde.

» L'amende n'est pas applicable lorsque les irrégularités peuvent être considérées comme purement accidentelles eu égard au nombre et à l'importance des opérations non constatées par des factures régulières, comparés au nombre et à l'importance des opérations qui ont fait l'objet de factures régulières. »

JUSTIFICATION.

Amendement proposé en corrélation avec la modification apportée à l'article 5.

Art. 12bis (nouveau).

Insérer un article 12bis rédigé comme suit :

Art. 12bis. — L'article 58 est complété par la disposition suivante :

« Le Roi peut, en ayant égard à la circonstance que certaines marchandises ne sont pas vendues en moyenne partie sur les foires et marchés, décider que la disposition prévue au 6° n'est pas applicable aux ventes de marchandises qu'il désigne. »

JUSTIFICATION.

Suivant l'article 58, 6°, du Code des taxes assimilées au timbre, la délivrance d'une facture n'est pas obligatoire pour les ventes faites au comptant dans les foires et marchés, pour autant que seule la perception de la taxe de facture de 4.50 % soit en cause.

En vertu de cette disposition, la plupart des ventes de produits agricoles exemptés de taxe de transmission (légumes, fruits, œufs, beurre, etc.) qui ont lieu sur les marchés de gros, ne sont pas constatées par des factures et échappent ainsi à toute taxe.

Cette situation a été voulue par le législateur et il n'y a pas lieu de la modifier.

Mais depuis quelques années, on constate que certains grossistes et même des importateurs offrent en vente sur les marchés matinaux des grandes agglomérations, des marchandises — principalement des produits des industries alimentaires — qui ont subi antérieurement la taxe de transmission forfaitaire et dont la revente n'est, dès lors, plus assujettie qu'à la taxe de facture. Les détaillants sont ainsi en mesure de s'approvisionner, sans qu'une facture doive leur être délivrée, en conserves de toute espèce, fruits secs, pâtes alimentaires, articles de confiserie, de biscuiterie, etc.

On conçoit l'attrait que présente pour les détaillants la possibilité de se procurer des marchandises dans ces conditions. Au point de vue des taxes assimilées au timbre, cette situation ne présente pas beaucoup d'inconvénients, mais elle lèse gravement la grande majorité des grossistes en alimentation qui ne vendent pas sur les marchés et qui, en cas de vente des mêmes marchandises, sont obligés de délivrer une facture timbrée. Aussi demandent-ils avec instance qu'il soit mis fin à cette inégalité.

L'amendement proposé vise à leur donner satisfaction. Il permettra d'exclure du bénéfice de l'article 58, 6°, précité, les marchandises qui, normalement, ne se vendent pas sur les marchés de gros et de limiter ainsi l'application de cette disposition aux transactions en faveur desquelles elle a été prévue.

Art. 14.

Ajouter un alinéa rédigé comme suit :

« Disposition transitoire. — L'article 61³, dernier alinéa, n'est pas applicable aux opérations qui procèdent de contrats conclus avant la publication de la présente loi.

van de koper of van de commissionnair, de aard en de hoeveelheid der geleverde goederen, de prijs en zijn bijhorigheden opgeeft, wordt een boete opgelopen gelijk aan het vijfde van de prijs der koopwaar en, bij gebrek aan prijs, aan het vijfde van haar waarde.

» Deze boete is hoofdelijk verschuldigd door de persoon die de factuur moet uitreiken en door deze die ze moet ontvangen. Nochtans, wanneer de eerste dier personen bedoelde boete aan de Staat betaald heeft, kan hij er de terugbetaling van vorderen van de tweede.

» De boete is niet toepasselijk wanneer de onregelmatigheden als zuiver toevallig kunnen beschouwd worden, gelet op het aantal en het belang der niet door regelmatige facturen vastgestelde verrichtingen, vergeleken met het aantal en het belang der verrichtingen die het voorwerp van regelmatige facturen uitgemaakt hebben. »

VERANTWOORDING.

Amendement voorgesteld in verband met de aan artikel 5 aangebrachte wijziging.

Art. 12bis (nieuw).

Een als volgt luidend artikel 12bis in te voegen :

Art. 12bis. — Artikel 58 wordt met de volgende bepaling aangevuld :

« De Koning is er toe gemachtigd, gelet op de omstandigheid dat zekere goederen niet voor het merendeel op foren en markten verkocht worden, te beslissen dat de bepaling voorzien onder 6° niet toepasselijk is op de verkopen van goederen die hij aanwijst. »

VERANTWOORDING.

Luidens artikel 58, 6°, van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taxes, is de uitreiking van een factuur niet verplicht voor de verkopen gedaan met gereed geld op de foren en markten, voor zoveel het slechts om de heffing der factuurtaxe van 4.50 % gaat.

Krachtens deze bepaling, wordt het merendeel der verkopen van van overdrachtstaxe vrijgestelde landbouwproducten (groenten, fruit, eieren, boter, enz.), die op de markten voor groothandel afgesloten worden, niet vastgesteld door facturen en ontsnappen aldus aan iedere taxe.

Die toestand is door de wetgever gewild geweest, en er bestaat geen reden om er een wijziging aan te brengen.

Maar sedert enige jaren, stelt men vast dat zekere groothandelaars en zelfs invoerders op de vroegmarkten der grote agglomeraties goederen — voornamelijk producten van de voedingsnijverheden — te koop aanbieden, welke tevoren de forfaitaire overdrachtstaxe ondergaan hebben en waarvan de wederverkoop, bijgevolg, slechts aan de factuurtaxe onderworpen is. De kleinhandelaars zijn aldus in de mogelijkheid gesteld, zonder dat hun een factuur moet uitgereikt worden, conserven van alle aard, droge vruchten, deegwaren, suikergoed, beschuit-artikelen, enz., in te slaan.

Men begrijpt de belangstelling welke de mogelijkheid koopwaren onder die voorwaarden in te slaan bij de kleinhandelaars wekt. Ten opzichte der met het zegel gelijkgestelde taxes, biedt deze toestand niet veel bezwaren, maar hij schaadt erg aan de grote meerderheid der groothandelaars in voedingswaren die niet op markten verkopen en die, ingeval van verkoop van dezelfde koopwaren, verplicht zijn een gezegelde factuur uit te reiken. Ook vragen zij met aandrang dat er aan deze ongelijkheid een einde zou gemaakt worden.

Het voorgesteld amendement beoogt hun voldoening te geven. Het zal toelaten van het voordeel van voornoemd artikel 58, 6°, de goederen uit te sluiten die, gewoonlijk, niet verkocht worden op markten voor groothandel, en aldus de toepassing van die bepaling te beperken tot de verrichtingen in het voordeel waarvoor zij voorzien werd.

Art. 14.

Een als volgt luidend lid toe te voegen :

« Overgangsbepaling. — Artikel 61³, laatste lid, is niet toepasselijk op de verrichtingen voortvloeiende uit contracten afgesloten vóór de bekendmaking van deze wet.

» Pour bénéficier de cette disposition, les fournisseurs intéressés doivent remettre au contrôleur principal de la taxe de transmission de leur ressort, dans les quinze jours à compter de la dite publication, la liste rédigée en double et certifiée exacte des contrats qu'ils ont passés. Cette liste comprend, indépendamment du nom du client, la date de la conclusion du contrat, la nature de l'écrit qui fait preuve de celui-ci, les matériaux à fournir et leur prix. Le double de la liste est restitué à l'intéressé revêtu du visa du contrôleur principal.

» L'exactitude de ce document doit être justifiée à toute réquisition des préposés de l'administration. Toute indication fautive ou inexacte fait perdre le bénéfice de la présente disposition. »

Art. 16.

Remplacer le 2° par le texte suivant :

2° L'article est complété par les dispositions suivantes :

« Sans préjudice de l'application éventuelle des articles 42 et 73, premier alinéa, si la facture dont délivrance est prévue par le présent article n'a pas été dressée ou si elle n'indique pas, d'une façon exacte, le nom et l'adresse de l'entrepreneur et du maître de l'ouvrage, l'objet de l'entreprise, le prix et ses accessoires, il est encouru une amende égale au cinquième du prix de l'entreprise.

» Cette amende est due solidairement par l'entrepreneur et par le maître de l'ouvrage. Toutefois, l'entrepreneur qui l'a payée à l'Etat peut en réclamer le remboursement au maître de l'ouvrage.

» L'amende n'est pas applicable lorsque les irrégularités peuvent être considérées comme purement accidentelles eu égard au nombre et à l'importance des entreprises non constatées par des factures régulières, comparés au nombre et à l'importance des opérations qui ont fait l'objet de factures régulières. »

JUSTIFICATION.

Amendement proposé en corrélation avec la modification apportée à l'article 5.

Art. 23bis (nouveau).

Insérer un article 23bis rédigé comme suit :

Art. 23bis. — L'article 201¹, premier alinéa, modifié par l'article 60 de la loi du 13 août 1947, est remplacé par la disposition suivante :

« Les agents ayant qualité pour verbaliser sont, outre les préposés du Ministère des Finances, les officiers de police judiciaire, les membres du corps de gendarmerie et les agents délégués à cet effet par le Ministre ayant les travaux publics dans ses attributions. »

JUSTIFICATION.

Les arrêtés portant réglementation de la publicité ont été pris en vertu de l'article 200 du Code des taxes assimilées au timbre.

Or, suivant le texte actuel de l'article 201¹ du même Code, les agents du Ministère des Travaux publics qui doivent surveiller l'exécution de ces arrêtés n'ont pas qualité pour constater les infractions.

L'amendement proposé tend à remédier à cet état de choses.

» Om het voordeel van deze beschikking te genieten, moeten de belanghebbende leveranciers aan de hoofdcontroleur der overdrachtstaxe van hun gebied, binnen vijftien dagen te rekenen van bedoelde bekendmaking, een in dubbel opgestelde en echt verklaarde opgave van de door hen afgesloten contracten overhandigen. Deze lijst begrijpt, benevens de naam van de klant, de datum van afsluiting van het contract, de aard van het geschrift dat er het bewijs van uitmaakt, de te leveren materialen en hun prijs. Het dubbel van de lijst wordt, bekleed met het visa van de hoofdcontroleur, aan belanghebbende teruggegeven.

» De juistheid van dit bescheid moet bewezen worden op elke vordering van de aangestelden van het bestuur. Elke valse of onjuiste aanduiding brengt het verlies van het voordeel van deze beschikking mede. »

Art. 16.

Het 2° door de volgende tekst te vervangen :

2° Het artikel wordt door de volgende bepalingen aangevuld :

« Onverminderd de gebeurlijke toepassing van artikelen 42 en 73, eerste lid, indien de factuur waarvan het uitrekenen bij het huidige artikel voorgeschreven wordt, niet opgemaakt werd of indien zij niet, op nauwkeurige wijze, de naam en het adres van de aannemer en van de meester van het werk, het voorwerp der aanneming, de prijs en zijn bijhorigheden opgeeft, wordt een boete opgelopen gelijk aan het vijfde van de prijs der aanneming.

» Deze boete is hoofdelijk door de aannemer en door de meester van het werk verschuldigd. Nochtans kan de aannemer die haar aan de Staat betaald heeft, er de terugbetaling van vorderen van de meester van het werk.

» De boete is niet toepasselijk wanneer de onregelmatigheden als zuiver toevallig kunnen beschouwd worden gelet op het aantal en het belang der niet door regelmatige facturen vastgestelde aannemingen vergeleken met het aantal en het belang der verrichtingen die het voorwerp van regelmatige facturen uitgemaakt hebben. »

VERANTWOORDING.

Amendement voorgesteld in verband met de aan artikel 5 gebrachte wijziging.

Art. 23bis (nieuw).

Een als volgt luidend artikel 23bis in te voegen :

Art. 23bis. — Artikel 201¹, eerste lid, gewijzigd bij artikel 60 van de wet van 13 Augustus 1947, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De agenten bevoegd om proces-verbaal op te maken zijn, benevens de aangestelden van het Ministerie van Financiën, de officieren van de gerechtelijke politie, de leden der Rijksmacht en de agenten te dien einde gemachtigd door de Minister die de openbare werken onder zijn bevoegdheid heeft. »

VERANTWOORDING.

De besluiten houdende reglementering der publiciteit werden genomen ingevolge artikel 200 van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taxes.

Welnu, volgens de huidige tekst van artikel 201¹ van hetzelfde Wetboek, hebben de agenten van het Ministerie van Openbare Werken, die de uitvoering van deze besluiten dienen na te gaan, geen bevoegdheid om de inbreuken vast te stellen.

Het voorgesteld amendement strekt er toe aan deze toestand te verhelpen.

Art. 24.

Modifier cet article comme suit :

Il est inséré après l'article 206, lequel devient l'article 206¹, un article 206² rédigé comme suit :

« Art. 206², § 1. — Les commerçants et les personnes assimilées aux commerçants par ou en exécution de ce Code et, plus généralement, toutes les personnes visées à l'article 205¹, sont tenus, à peine d'une amende de 1,000 à 10,000 francs par contravention, d'accorder aux agents chargés d'un contrôle de la taxe de transmission, de la taxe de facture ou de la taxe de luxe, le libre accès à leurs fabriques, usines, ateliers, magasins, remises, garages ou à leurs terrains servant d'usine, d'atelier ou de dépôt de marchandises, à l'effet de permettre à ces agents de constater l'activité qui s'y exerce et de vérifier l'existence, la nature et la quantité de marchandises et objets de toute espèce que les personnes désignées ci-dessus y possèdent ou y détiennent à quelque titre que ce soit, en ce compris les moyens de production et de transport.

» L'accès des lits lieux ne peut être requis qu'à l'occasion d'un contrôle effectué conformément aux articles 44, 73 et 95 du Code.

» § 2. En cas de présomption d'irrégularités graves en matière de taxes assimilées au timbre, les agents de l'administration de l'Enregistrement et des Domaines qui ont le grade de contrôleur principal ou un grade supérieur ont le droit de visiter le domicile des personnes chez qui un contrôle peut être effectué en exécution des articles 44 et 205¹, ainsi que les bureaux, fabriques, magasins, terrains et autres lieux que ces personnes occupent, lorsqu'ils soupçonnent celles-ci d'être auteurs, coauteurs ou complices des dites irrégularités.

« Les visites ne peuvent avoir lieu avant le lever ni après le coucher du soleil. Elles doivent être autorisées par le juge de paix du canton dans lequel sont situés les immeubles à visiter et être faites avec l'assistance de ce magistrat ou d'un officier public délégué par lui.

« L'autorisation de visite domiciliaire est demandée par le directeur régional de l'Enregistrement et des Domaines. La demande est faite par écrit; elle indique d'une manière précise les éléments sur lesquels ce fonctionnaire se fonde pour présumer que des irrégularités graves ont été commises en matière de taxes assimilées au timbre; elle énonce le nom de la personne en cause, la situation des biens à visiter, le jour et l'heure de la visite projetée.

« Le juge de paix qui reçoit la demande ne peut refuser l'autorisation que sur la présomption bien fondée qu'on a exigé l'assistance sans motif valable. »

JUSTIFICATION.

L'article 24 du projet de loi tend à octroyer aux fonctionnaires de l'administration de l'Enregistrement et des Domaines un droit de visite domiciliaire analogue à celui que possèdent, en vertu des articles 200 et 201 de la loi générale des douanes du 26 août 1822, les agents de l'administration des Douanes et Accises.

Mais il ne faudrait pas que l'on pût inférer de ce texte que, dans les cas où ils n'ont pas un permis de visite domiciliaire, les agents chargés d'un contrôle en matière de taxe de transmission, de taxe de facture ou de taxe de luxe, n'ont pas la possibilité de constater quelle activité est exercée dans les locaux à usage professionnel et de vérifier l'existence, la nature et la quantité de marchandises et objets de toute espèce, possédés ou détenus par les commerçants dans leurs fabriques, usines, ateliers, magasins, remises, garages ou terrains servant d'usine, d'atelier ou de dépôt de marchandises.

Lorsqu'un commerçant ne tient pas les documents prescrits par la loi pour assurer le paiement de la taxe de transmission, de la taxe de

Art. 24.

Dit artikel als volgt te wijzigen :

Na artikel 206, hetwelk artikel 206¹ wordt, wordt een artikel 206² ingevoegd, luidende als volgt :

« Art. 206², § 1. — De handelaars en de personen die met de handelaars gelijkgesteld zijn door of krachtens dit Wetboek en, meer algemeen, alle personen bedoeld bij artikel 205¹, zijn er toe gehouden, op straf van een boete van 1,000 tot 10,000 frank per overtreding, aan de agenten belast met een contrôle der overdrachtstaxe, der factuurtaxe of der weeldetaxe, vrije toegang te verlenen tot hun fabrieken, werkhuizen, werkplaatsen, magazijnen, bergplaatsen, garages of tot hun terreinen welke als werkhuis, werkplaats of opslagplaats van koopwaren dienst doen, ten einde deze agenten toe te laten de bedrijvigheid vast te stellen die er uitgeoefend wordt en het bestaan, de aard en de hoeveelheid na te zien der koopwaren en voorwerpen van alle aard, die de hierboven aangeduide personen er bezitten of er te welke titel ook onder zich hebben, met inbegrip van de productie- en vervoermiddelen.

» De toegang tot deze plaatsen kan slechts geëist worden ter gelegenheid van een overeenkomstig artikelen 44, 73 en 95 van dit Wetboek uitgeoefende contrôle.

» § 2. In geval van vermoeden van ernstige onregelmatigheden in zake met het zegel gelijkgestelde taxes, hebben de agenten van het bestuur der Registratie en Domeinen die de graad van hoofdcontroleur of een hogere graad hebben, het recht het domicilie te onderzoeken van de personen bij wie een contrôle kan uitgeoefend worden krachtens artikelen 44 en 205¹, evenals de kantoren, fabrieken, magazijnen, terreinen en andere plaatsen die deze personen bezitten, wanneer zij vermoeden dat deze personen de daders, de mededaders of de medeplichtigen van de bedoelde onregelmatigheden zijn.

» Dit onderzoek kan niet vóór het opstaan noch na het ondergaan van de zon geschieden. Het moet gemachtigd worden door de vrederechter van het kanton in hetwelk de te onderzoeken onroerende goederen gelegen zijn en gedaan worden met bijstand van deze magistraat of van een door hem afgevaardigd openbaar ambtenaar.

» De machtiging tot huiszoeking wordt gevraagd door de gewestelijke directeur van het bestuur der Registratie en Domeinen. De aanvraag wordt schriftelijk gedaan; zij duidt op nauwkeurige wijze de elementen aan waarop deze ambtenaar zich steunt om te vermoeden dat ernstige onregelmatigheden gepleegd werden in zake met het zegel gelijkgestelde taxes; zij vermeldt de naam van de betrokken persoon, de ligging der te onderzoeken goederen, de dag en het uur van het ontworpen onderzoek.

» De vrederechter die de aanvraag ontvangt kan de machtiging niet weigeren tenzij op gegronde vermoedens dat de bijstand zonder genoegzame redenen werd gevorderd. »

VERANTWOORDING.

Artikel 24 van het wetsontwerp strekt er toe aan de ambtenaren van het bestuur der Registratie en Domeinen een recht tot huiszoeking te verlenen gelijkaardig aan het recht dat de agenten van het bestuur der Douanen en Accijnzen bezitten krachtens artikelen 200 en 201 van de algemene wet op de douanes van 26 Augustus 1822.

Maar het dient vermeden dat uit deze tekst zou afgeleid worden dat, in de gevallen waarin zij geen machtiging tot huiszoeking hebben, de agenten belast met een contrôle in zake overdrachtstaxe, factuurtaxe of weeldetaxe, de mogelijkheid niet hebben om vast te stellen welke bedrijvigheid uitgeoefend wordt in de tot beroepsdoeleinden aangevende lokalen en om het bestaan, de aard en de hoeveelheid na te zien van de koopwaren en voorwerpen van alle aard, die de handelaars bezitten of onder zich houden in hun fabrieken, werkhuizen, werkplaatsen, magazijnen, bergplaatsen, garages of terreinen welke dienst doen als werkhuis, als werkplaats of als opslagplaats van koopwaren.

Wanneer een handelaar de bescheiden niet houdt die door de wet voorgeschreven zijn om de betaling van de overdrachtstaxe, van de

facture ou de la taxe de luxe, ou lorsqu'il n'inscrit dans ces documents qu'une partie de ses opérations, le contrôleur de la taxe de transmission ne peut fixer le montant des taxes éludées qu'en établissant le chiffre d'affaires de l'intéressé par une comparaison entre les entrées et les sorties de marchandises, compte tenu des stocks en magasin. Pour faire cette comparaison, il doit donc vérifier l'existence, la nature et la quantité des marchandises fabriquées ou en cours de fabrication, des marchandises en magasin ou en dépôt. Il doit pouvoir se rendre compte de l'importance de l'activité de l'intéressé d'après ses stocks de matières premières, ses moyens de production et de transport, les emballages qu'il utilise, les déchets ou résidus de fabrication qu'il vend, etc.

Or, les contrôleurs de la taxe de transmission ne sont à même de connaître ces données que s'ils visitent les fabriques, usines, ateliers, magasins, remises, garages et terrains servant à l'activité industrielle ou commerciale.

Jusqu'à présent, l'accès de ces bâtiments et terrains leur a été généralement accordé par les commerçants chez qui un contrôle était effectué. Mais, pour éviter qu'à l'avenir, des commerçants ne se croient fondés à refuser aux agents du service de la taxe de transmission, qui ne sont pas en possession d'un permis de visite domiciliaire, l'autorisation de se rendre sur les lieux où s'exerce leur commerce ou leur industrie, il convient qu'un texte légal accorde formellement à ces agents le droit de visiter ces lieux aux fins indiquées ci-dessus. Tel est l'objet du § 1 de l'article 206² du Code des taxes assimilées au timbre, dans le texte proposé par le présent amendement.

Le § 2 du même article 206² est relatif à la visite domiciliaire chez les commerçants. Il reproduit le texte de l'article 24 du projet de loi, mais en le précisant toutefois comme il est indiqué ci-après.

Ainsi qu'il résulte du dit article 24, le droit de visite domiciliaire ne peut être exercé qu'après autorisation du juge de paix. Des renseignements doivent être donnés à ce magistrat afin de lui permettre d'apprécier si la demande qui lui est adressée est fondée (comp. cass., 8 avril 1929, *Pas.*, 1929, I, 149). Pour donner au juge de paix la possibilité de se rendre compte, en toute connaissance de cause, du bien-fondé de la demande, il se recommande cependant de préciser dans le texte légal que cette demande doit indiquer les éléments qui permettent de présumer que des irrégularités graves, justifiant une visite domiciliaire, ont été commises en matière de taxes assimilées au timbre.

Art. 25.

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION.

Une commission, composée de magistrats et de fonctionnaires, sera chargée de l'examen du problème de la répression pénale de la fraude fiscale et, en particulier, de celle qui est commise en matière de taxes assimilées au timbre.

Cette commission devra établir un rapport qu'elle adressera au Ministre des Finances et au Ministre de la Justice et rédiger éventuellement les textes d'un avant-projet de loi sur la matière.

L'article 25 du projet vise à instaurer de nouvelles règles en ce qui concerne la procédure répressive en matière de taxes assimilées au timbre. Il se recommande de supprimer cet article pour pouvoir présenter, le cas échéant, un nouveau projet de loi sur la matière quand le rapport de la commission dont il s'agit ci-dessus aura été déposé.

ERRATUM.

Art. 4.

Texte français, quatrième ligne, lire : « *commissonnaire* », au lieu de : « *commissaire* ».

Le Ministre des Finances,

A.-E. JANSSEN.

factuurtaxe of van de weeldetaxe te verzekeren, of wanneer hij in deze bescheiden slechts een gedeelte van zijn verrichtingen inschrijft, dan kan de controleur der overdrachtstaxe slechts het bedrag der ontdoken taxes bepalen door de omzet van de belanghebbende vast te stellen door middel van een vergelijking tussen de in- en uitgaven van koopwaren, rekening houdende met de stocks in magazijn. Om deze vergelijking te doen moet hij dus het bestaan, de aard en de hoeveelheid nazien der koopwaren die gefabriceerd of in loop van fabricatie zijn en der koopwaren in magazijn of in depot. Hij moet zich kunnen rekenschap geven van het belang van de bedrijvigheid van de betrokkene volgens zijn voorraden grondstoffen, zijn productie- en vervoermiddelen, de verpakkingen die hij gebruikt, de fabricatieafval en -overblijfsels die hij verkoopt, enz.

Welnu, de controleurs der overdrachtstaxe zijn slechts in staat deze gegevens te kennen door een bezoek aan de fabrieken, werkhuizen, werkplaatsen, magazijnen, bergplaatsen, garages en terreinen die tot de industriële of handelsbedrijvigheid dienen.

Tot dusver, werd hun de toegang tot deze gebouwen en terreinen over het algemeen toegestaan door de handelaars bij wie een controle uitgeoefend werd. Doch, ten einde te vermijden dat voortaan handelaars zich zouden gerechtigd achten om aan de agenten van de dienst der overdrachtstaxe die niet in het bezit van een machtiging tot huiszoeking zijn, de toelating te weigeren om zich te begeven op die plaatsen waar hun handel of nijverheid uitgeoefend wordt, past het dat een wetstekst uitdrukkelijk aan deze agenten het recht toekent om deze plaatsen tot de hierboven aangeduide doeleinden te bezoeken. Dit is het doel van § 1 van artikel 206² van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taxes, in de tekst welke door dit amendement voorgesteld wordt.

Paragraaf 2 van bedoeld artikel 206² heeft betrekking op de huiszoeking bij de handelaars. Zij geeft de tekst weer van artikel 24 van het wetsontwerp, doch zij preciseert hem in de hierna aangeduide zin.

Zoals uit bedoeld artikel 24 blijkt, kan het recht tot huiszoeking slechts uitgeoefend worden na machtiging van de vrederechter. Inlichtingen dienen aan deze magistraat gegeven ten einde hem toe te laten te oordelen of de tot hem gerichte aanvraag gegrond is (verg. verbr., 8 April 1920, *Pas.*, 1929, I, 149). Om de vrederechter de mogelijkheid te verschaffen zich, met volle kennis van zaken, rekenschap te geven van de gegrondheid van de aanvraag, is het nochtans aanbevelenswaardig in de wetstekst te bepalen dat deze aanvraag de elementen moet aanduiden die toelaten te vermoeden dat ernstige onregelmatigheden, die een huiszoeking wettigen, gepleegd werden in zake met het zegel gelijkgestelde taxes.

Art. 25.

Dit artikel weg te laten.

VERANTWOORDING.

Een commissie samengesteld uit magistraten en ambtenaren zal belast worden met het onderzoek van het probleem der strafrechtelijke betuiging van het fiscaal bedrog en inzonderheid van datgene bedreven inzake met het zegel gelijkgestelde taxes.

Deze commissie zal een verslag moeten opmaken dat zij aan de Minister van Financiën en aan de Minister van Justitie zal overmaken en, eventueel, de teksten van een voorontwerp van wet op deze stof opstellen.

Artikel 25 van het ontwerp beoogt het instellen van nieuwe regelen wat betreft de strafrechtelijke procedure in zake met het zegel gelijkgestelde taxes. Het past dit artikel weg te laten om, in voorkomend geval, een nieuw wetsontwerp op deze stof te kunnen indienen wanneer het verslag van de hierboven bedoelde commissie nedergelegd zal zijn.

ERRATUM.

Art. 4.

Franse tekst, vierde regel, lezen : « *commissonnaire* », in plaats van : « *commissaire* ».

De Minister van Financiën,